RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DU BUDGET

CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2020 - 2022

Document de travail dans le cadre du Séminaire d'orientation budgétaire 2020

BROUILLON

Kinshasa, Juin 2019

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES ii

RESUME ANALYTIQUE 1

INTRODUCTION 2

I. PERSPECTIVES ECONOMIQUES A MOYEN TERME 3

1.1 Perspectives internationales 3

1.2 Perspectives nationales 4

II. POLITIQUE BUDGETAIRE ET STRATEGIES SECTORIELLES 6

2.1 Politique budgétaire 6

2.1.1 En matière de dépenses 6

2.1.2 En matière de recettes 7

2.2 Principales stratégies sectorielles 9

III. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2020-2022 18

3.1 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES 18

3.1.1 Evolution des dépenses du pouvoir central 18

3.1.2 Evolution des dépenses des Provinces 19

3.1.3 Evolution des dépenses des ETD 20

3.2 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES RECETTES 20

3.2.1. Evolution des recettes du Pouvoir central 21

3.2.2 Evolution des recettes des Provinces 22

3.2.3 Trajectoire des recettes des ETD 23

3.3 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL 2020-2022 23

IV. EVOLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT 24

V. RISQUES ET CONTRAINTES 25

CONCLUSION 26

DRAFT

LISTE DES ACRONYMES

CBMT	: Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT	: Cadre des Dépenses à Moyen Terme
DGM	: Direction Générale de Migration
DPSB	: Direction de la Préparation et du Suivi du Budget
EPSP	: Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FMI	: Fonds Monétaire International
FC	: Franc Congolais
LOFIP	: Loi relative aux Finances Publiques
PIB	: Produit Intérieur Brut
RDC	: République Démocratique du Congo
SADC	: Southern African Development Community (Communauté de Développement de l'Afrique Australe)
USD	: United State Dollars

DRAFT

RESUME ANALYTIQUE

Le présent Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT), élaboré conformément à l'article de la Loi relative aux finances publiques (LOFIP) définit la trajectoire des finances publiques au cours de la période de 2020 à 2022. Il présente l'évolution prévisionnelle triennale des dépenses et des recettes du pouvoir Central, des provinces et des ETD, du solde qui s'en dégage ainsi que l'évolution de l'endettement. Cette trajectoire se résume en grandes lignes comme suit :

Agrégats	2020	2021	2022
Pouvoir central			
Dépenses	15 153 407 262 511	16 180 361 254 096	17 408 268 525 086
Recettes	10 284 769 237 251	11 130 456 645 591	12 023 848 847 112
Solde	-4 868 638 025 260	-5 049 904 608 505	-5 384 419 677 975
Endettement	-4 868 638 025 260	-5 049 904 608 505	-5 384 419 677 975
Provinces			
Dépenses	2 771 381 537 049	2 970 921 007 716	3 205 623 767 326
Recettes	2 771 381 537 049	2 970 921 007 716	3 205 623 767 326
Solde	0	0	0
Endettement	0	0	0
ETD			
Dépenses	108 857 826 600	116 695 590 115	125 914 541 734
Recettes	108 857 826 600	116 695 590 115	125 914 541 734
Solde	0	0	0
Endettement	0	0	0

DRAFT

INTRODUCTION

Le présent Cadre budgétaire décline la trajectoire des dépenses et des recettes du Pouvoir central, des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées (ETD), du solde qui s'en dégage ainsi que de l'endettement pour la période 2020-2022. Il est élaboré conformément aux prescrits de la Loi relative aux finances publiques qui exigent que le budget en constitue la tranche annuelle. Son élaboration s'inscrit dans le cadre de la Loi de finances de l'exercice 2020.

Le CBMT 2020-2022 a pour vocation de recueillir, lors du Séminaire d'orientation budgétaire prévu au mois de juillet 2019, les amendements des parties prenantes au processus d'élaboration du budget (Ministères sectoriels, Parlement, Partenaires Techniques et Financiers) et au processus de transparence des finances publiques et de participation citoyenne (Société civile, syndicats du secteur public et patronat congolais). Ces amendements devront porter sur les choix des politiques, des pistes de mobilisation de recettes et du financement du solde. Le document sera davantage enrichi par le Programme du Gouvernement qui fournira plus de détails sur les intentions de dépenses, les pistes de mobilisation de recettes et la politique d'endettement au cours de la période 2020-2022.

Les prévisions de dépenses et de recettes déclinées dans ce document se fondent sur les indicateurs macroéconomiques révisés en juin 2019, avec l'appui technique des services du Fonds Monétaire International en mission en RDC dans le cadre des consultations au titre de l'article 4 de ses Statuts. Elles intègrent les conclusions des travaux d'évaluation des politiques publiques tenues en mai dernier, renseignant les actions des politiques sectorielles à mettre en œuvre sur les trois prochaines années. Elles prennent également en compte les intentions d'engagement et les pistes de mobilisation de recettes exprimées dans le discours d'investiture du Président de la République dans le cadre de la mandature 2019-2023, tout en intégrant la nécessité de la poursuite de la mise en œuvre des projets de grande envergure du programme de 100 jours du Chef de l'Etat.

DRAFT

Le document du Cadre budgétaire à moyen terme 2020-2022 comprend quatre points, hormis l'introduction et la conclusion. Le premier présente les perspectives économiques internationales et nationales à moyen terme, le deuxième décline la politique budgétaire et les principales stratégies sectorielles retenues, tandis que le troisième et le dernier point décrivent respectivement la programmation budgétaire de la période et les éventuels risques liés à sa mise en œuvre.

I. PERSPECTIVES ECONOMIQUES A MOYEN TERME

Ce point donne un aperçu des perspectives économiques internationales et nationales sous-tendant la programmation budgétaire 2020-2022.

1.1 Perspectives internationales

Les perspectives du FMI renseignent une croissance mondiale de l'ordre de **3,6%** en 2018, qui pourra baisser à **3,3%** en 2019 puis accroître de **0,03%** en 2020, s'établissant à **3,6%**. Cette évolution en dents de scie est principalement consécutive aux tensions liées à la guerre commerciale qui oppose les Etats-Unis et la Chine. La légère embellie entre 2019 et 2020 serait due à la persistance du regain de dynamisme dans les pays émergents et les pays en développement, principalement grâce à l'évolution dans les pays qui font face aujourd'hui à des difficultés macroéconomiques.

Au-delà de 2020, la croissance mondiale devrait se situer autour de **3,6%** à moyen terme et serait poussée principalement par la croissance en Chine et en Inde, ainsi que leur poids de plus en plus important dans le revenu mondial.

Dans les pays avancés, l'activité économique devrait se situer à **1,8%** en 2019 et se ralentir à **1,7%**en 2020. D'ici 2022, elle devrait se fixer à **1,6%**.Concernant les pays émergents et pays en développement, la croissance pourra se situer à **4,4%** en 2019 avant d'atteindre **4,8%** en 2020, avec des disparités dans la sous-région.

DRAFT

Dans les pays émergents d'Asie, la croissance devrait se situer à **6,3%** en 2020 et serait légèrement supérieure à ce niveau dans le moyen terme. Dans les pays émergents d'Europe, l'activité, qui se situe actuellement à son plus bas niveau depuis la fin de la crise financière internationale, devrait redémarrer. La croissance dans la région devrait se situer à **2,8%** en 2020 et serait supérieure à **3%** dans le moyen terme. Cette embellie s'expliquerait principalement par la prévision concernant la Turquie, où l'activité devrait se raffermir progressivement.

En Afrique subsaharienne, les perspectives diffèrent d'un pays à l'autre, du fait de l'hétérogénéité des économies liée aux disparités en termes de niveau de développement, d'exposition aux chocs climatiques et de dépendance à l'égard des produits de base. Pour l'ensemble de la région, la croissance devrait s'améliorer et se situer à **3,7%** en 2020, par rapport au niveau de **3,5%** attendu en 2019. Elle se situerait à environ **4,0%** après 2020, voire **5,0%** pour le deux cinquième de ces économies.

Dans les pays exportateurs des produits de base, les perspectives sembleraient moroses à moyen terme, du fait de la mollesse des cours des produits de base. C'est le cas notamment du Nigeria et de l'Angola avec des croissances respectivement de **2,6%** et **3,9%.**

1.2 Perspectives nationales

Les perspectives nationales s'inscrivent dans la dynamique d'une politique budgétaire expansive envisagée par le Gouvernement et de l'amélioration du climat des affaires propice qui favorisera les investissements, ce qui devra booster la croissance, la rendre inclusive et créer des emplois.

Le tableau 1 ci-dessous renseigne qu'au cours de la période 2020-2022, la RDC devrait connaître un relèvement de sa croissance économique par rapport à celle réalisée en 2018 et aux estimations de 2019, tirée par le secteur primaire et tertiaire. Elle se situerait à **6,3%** en 2020, **7,1%** en 2021 et à **7,8%** en 2022, soit une moyenne de **7,1 %** l'an.

DRAFT

Il est attendu au cours des trois prochaines années une décélération du rythme de formation des prix, grâce aux politiques envisagées par le Gouvernement et la Banque centrale. Le taux d'inflation moyen devrait rester stable sur la période dans un intervalle de **5,1%** à **6,1%**. Il baisserait de **0,5 point** de pourcentage en moyenne chaque année entre 2020 et 2022. Par ailleurs, ce taux se situerait à **5,6%**en moyenne sur la période, contre **25,7%**la période précédente (2017 à 2019).

En ce qui concerne le taux de change, l'objectif du Gouvernement consistera à consolider la stabilité de la monnaie nationale par rapport au dollar américain. A cet effet, la dépréciation de la monnaie nationale serait faible, en moyenne à **1,2%** entre 2020 et 2022 contre **6,1%**entre 2017 et 2019.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques 2020-2022

Indicateurs	2017	2018	2019		Projections		
	Réalisé	Réalisé	Initial	Estimation	2020	2021	2022
Taux de croissance	3,7%	5,8%	5,6%	5,6%	6,3%	7,1%	7,8%
Déflateur PIB	4,86	6,32	7,2	6,75	7,17	7,57	7,95
Taux d'inflation moyen	39,2%	31,0%	12,4%	6,8%	6,1%	5,6%	5,1%
Taux d'inflation fin période	54,7%	7,2%	11,2%	6,4%	5,8%	5,3%	4,8%
Taux change moyen (CDF/USD)	1.465,91	1.613,91	1.747,8	1.647,04	1.669,19	1.690,08	1.710,35
Taux change fin période (CDF/USD)	1.592,19	1.635,62	1.790,3	1.658,46	1.679,92	1.700,24	1.720,47
PIB nominal (en milliards de CDF)	55.676,09	76.689,27	96.687,8	86.525,21	97.632,28	110.429,84	125.137,42
PIB réel (en milliards de CDF)	11.461,61	12.128,81	13.428,9	12.810,24	13.619,76	14.591,35	15.736,35

Source : Note de cadrage macroéconomique, CPCM, Ministère du Plan, Juin 2019

DRAFT

II. POLITIQUE BUDGETAIRE ET STRATEGIES SECTORIELLES

Ce chapitre présente la politique budgétaire et les actions envisagées au cours de la période 2020-2022 dans le cadre des politiques sectorielles. Les éléments de la politique budgétaire sont principalement le reflet de la vision du Chef de l'Etat exprimée à travers son discours d'investiture du 24 janvier 2019.

2.1 Politique budgétaire

Au cours de la période de 2020 à 2022, le Gouvernement s'emploiera au maintien de la discipline budgétaire à travers une gestion rigoureuse des finances publiques, en alignant les dépenses sur des projections des recettes réalistes. Il n'entend pas recourir aux avances de la Banque Centrale du Congo conformément aux prescrits de l'article 16 de la LOFIP, pour le financement d'éventuels déficits. Il envisage ainsi de recourir à l'endettement sur le marché financier domestique et international.

2.1.1 En matière de dépenses

Au cours de la période 2020-2022, le Gouvernement entend assurer la maitrise de la croissance des dépenses publiques et améliorer la qualité de la dépense, tout en promouvant les dépenses sociales et celles liées aux infrastructures.

Pour ce faire, le Gouvernement s'emploiera à :

- maitriser les effectifs et la masse salariale ainsi que les dépenses de fonctionnement ;
- assurer régulièrement le service de la dette.

Par ailleurs, les politiques publiques à mener se focaliseront sur les actions prioritaires suivantes :

- la sécurisation de l'ensemble du territoire national notamment par l'éradication des groupes armés ;
- l'amélioration de l'accès et de l'efficacité de la justice en vue d'éradiquer la corruption et de consolider l'Etat de droit ;
- la redynamisation de la diplomatie et de la coopération au développement ;
- la gratuité progressive de l'enseignement et l'amélioration des conditions des enseignants, des agents et fonctionnaires de l'Etat ;

DRAFT

- la promotion de l'entreprenariat de jeunes et de femmes en vue de lutter contre la pauvreté et le chômage ;
- l'amélioration des infrastructures routières et aéroportuaires, l'accès à l'eau potable et à l'électricité ;
- la construction des infrastructures de base en milieu rural ;
- le renforcement de la productivité dans le secteur de l'agriculture et de l'industrie ;
- le financement des réformes, notamment celle de l'Administration publique, des finances, du portefeuille et de la décentralisation.

Une attention particulière sera également accordée sur les dépenses sécuritaires et services de sécurité et celles visant l'amélioration des conditions salariales des agents et fonctionnaires de l'Etat, des militaires, des policiers, des médecins et de magistrats.

2.1.2 En matière de recettes

Pour financer son action au cours de la période 2020-2022, le Gouvernement compte principalement sur les recettes courantes dont il entend améliorer sensiblement le niveau de mobilisation. L'amélioration du niveau des recettes courantes devra passer par :

- la simplification des procédures administratives dans les secteurs clés de la vie nationale pour favoriser le climat des affaires ;
- la lutte contre la délinquance fiscale et le renforcement de la sensibilisation au civisme fiscal ;
- l'institution d'un mécanisme de guichet unique attrayant et une simplification des procédures fiscales et douanières;
- la redéfinition du cadre de fonctionnement du secteur minier et la promotion d'une politique de développement et d'environnement de l'industrie extractive ;
- l'adoption d'un plan d'implémentation et de transformation des minerais avec les leaders mondiaux ;

DRAFT

- la mise en œuvre effective des dispositions pertinentes du Code minier ainsi que ceux des hydrocarbures, des impôts, des douanes et des accises. Il s'agira notamment de :
    - l'application du taux de 10% de la redevance minière sur les produits stratégiques;
    - l'application du taux des droits de douane de 5% sur les produits pétroliers;
    - l'application du taux progressif en matière de l'impôt sur les revenus professionnels ;
    - l'effectivité de l'imposition et collecte de la TVA sur les marchés publics financés par le Gouvernement central et les gouvernements provinciaux ;
    - l'effectivité de l'imposition des transactions des messageries financières ;
    - l'effectivité de l'élargissement de l'assiette de l'impôt sur les revenus professionnels (émolument, salaire, primes permanentes et non permanentes, collations et autres avantages) à charge des membres des institutions politiques (nationales et provinciales) et assimilés ainsi que les agents et fonctionnaires de l'Etat.

En matière d'emprunt, le Gouvernement entend mener, sur la période, une politique d'endettement prudente, en vue de garantir la soutenabilité de la dette. A cet effet, il entend lever de fonds sur le marché financier local et international, tout en privilégiant le titre de la dette à long terme à des conditions favorables, notamment un taux d'intérêt concessionnel. Ce titre de dette devra exclusivement financer des dépenses liées aux infrastructures et au renforcement du capital humain.

Pour la période de 2020 à 2022, le Gouvernement s'attend également à des appuis budgétaires dans le cadre d'un programme formel avec le FMI, à des dons de ses partenaires multilatéraux, notamment la Banque mondiale et la BAD ainsi que des partenaires bilatéraux comme les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

DRAFT

2.2 Principales stratégies sectorielles

Les politiques publiques retenues couvrent principalement les secteurs prioritaires disposant des projets annuels de performance dans le cadre de la Loi de finances de l'exercice 2019 (Santé, Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, Agriculture, Développement Rural, Infrastructures et Travaux publics, Transports, Energie, Mines, Industrie, Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat, Fonction publique) ainsi que les secteurs disposant des Lois de programmation ou des grandes réformes (Défense, services de sécurité, Justice et Pouvoir Judiciaire, Affaires étrangères).

2.2.1. Santé

Le Gouvernement, dans son objectif d'amélioration de l'offre de soins de santé et de l'accès aux soins de santé de qualité, entend garder le fil conducteur de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle déclinée dans le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2016 – 2020 en cours d'exécution.

Pour la période 2020-2022, la stratégie d'intervention s'appuie sur les quatre (4) principaux axes suivants :

- la lutte contre les épidémies, les maladies endémiques et les maladies non transmissibles ;
- l'acquisition des médicaments génériques essentiels pour l'approvisionnement des différentes zones de santé ;
- l'acquisition des infrastructures et équipements des hôpitaux généraux de référence et des centres de santé.

2.2.2. Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP)

La politique gouvernementale dans le secteur de l'éducation s'appuie sur trois priorités à savoir : (i) Accroître l'accès, l'équité et la rétention, (ii) Améliorer la qualité et la pertinence et, (iii) Renforcer la gouvernance du système éducatif.

S'agissant de l'EPSP, les principales actions à mener pour la période 2019-2022 se déclinent comme suit :

- la mise en œuvre progressive de la gratuité de l'enseignement de base ;
- la formation continue des enseignants ;

DRAFT

- l'extension en province de la mutuelle de santé des enseignants ;
- l'acquisition et distribution des manuels scolaires et des guides pédagogiques aux écoles primaires (promotions de la lecture et de l'écriture au primaire) ;
- la rente, la pension et la mise à la retraite des enseignants.

2.2.3. Agriculture

Le secteur agricole fonde sa stratégie sur cinq grands axes, à savoir (i) le développement des filières végétales, (ii) le développement des filières animales, (iii) le développement des filières halieutiques et aquatiques, (iv) la gestion de la sécurité alimentaire et des réserves stratégiques alimentaires, (v) la gouvernance agricole.

De 2020 à 2022, l'accent sera mis sur la poursuite de la redynamisation et la valorisation de l'agriculture, à travers :

- la poursuite de la création des centres de développement intégré ;
- l'amélioration du cadre institutionnel et de la gouvernance ;
- la construction des infrastructures de production et de distribution ;
- l'assainissement du climat des affaires dans le domaine agricole ;
- le développement des programmes adaptés de formation et de recherche.

Toutefois, les actions et les projets non exécutés en 2018 et 2019 devraient être reconduits pour la période de 2020 à 2022.

2.2.4. Développement rural

Pour la période de 2020 à 2022, la stratégie du Développement rural s'inscrit dans la poursuite de l'amélioration qualitative et quantitative des infrastructures socio-économiques rurales et périurbaines, en vue d'accroître le taux d'accès à l'eau potable, la desserte en électricité et l'accès des paysans aux marchés.

Ainsi, les actions phares à mener porteront sur :

- le renforcement de la planification, de la programmation et du suivi-évaluation ;
- la réhabilitation et l'entretien des voies de desserte agricole;

DRAFT

- l'approvisionnement du monde rural en eau potable par la construction des forages ainsi que l'entretien et la réhabilitation des ouvrages hydriques;
- le Programme d'électrification rurale dans les 145 territoires de la RDC par le système solaire photovoltaïque ;
- le Programme d'électrification rurale des chefs-lieux des 145 territoires ;
- la construction des entrepôts et des marchés ;
- l'accompagnement et la Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes en milieu rural ;
- la promotion d'un modèle de développement durable centré sur les ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique.

2.2.5. Infrastructures et Travaux Publics

La réhabilitation des réseaux routiers, ferroviaires, maritimes et aériens est un objectif majeur pour le Gouvernement dans le souci de désenclaver le pays et promouvoir la circulation des personnes et de leurs biens ainsi que la création de richesses.

Pour la période sous examen, la politique du secteur consistera à la mise en œuvre des actions suivantes :

- la construction de saut-de-mouton dans neuf sites;
- la réhabilitation des routes et des voiries urbaines ;
- le montage de bacs, notamment à la rivière Luvua et Lomami ;
- la construction de nouvelles routes et la réparation des ouvrages connexes ;
- la lutte contre les érosions.

2.2.6. Transports

Dans le secteur des Transports, le Gouvernement nourrit l'ambition de développer un système de transport intégré et multimodal capable de relier tous les pôles économiques du pays. Dans la matérialisation de cet objectif au cours de la période 2020-2022, les actions principales sont les suivantes :

DRAFT

1) **Secteur routier :** l'installation des fourrières, l'acquisition des permis de conduire biométriques, des bus pour appuyer le programme « esprit de vie » et pour le déploiement de « Transco » à l'intérieur du pays et l'étude de faisabilité de construction des gares routières dans la ville Province de Kinshasa.

2) **Secteur ferroviaire :** la réhabilitation de la voie ferrée Kolwezi-Dilolo, la réhabilitation et la relance du trafic ferroviaire urbain à Kinshasa, la construction d'une voie ferrée du centre-ville à l'aéroport de N'djili (Double Voie), l'acquisition des voitures voyageurs pour la Société Nationale des Chemins de fer du Congo (SNCC).

3) **Secteur aérien :**la réhabilitation prioritaire des aéroports et aérodromes devant être desservis dans la première phase d'exploitation de Congo Airways, l'acquisition des pièces de rechange pour Congo Airways, l'étude sur la séparation des activités de la Régie des Voie Aériennes (RVA) entre la gestion des aéroports et la fourniture des services de navigation aérienne.

4) **Secteur fluvial et lacustre :** l'acquisition des matériels et équipements de surveillance de la navigation sur les voies maritime, fluviale et lacustre, la réhabilitation du balisage sur le Lualaba/RVF, l'installation des bureaux nautique dans les 26 provinces, réhabilitation et modernisation du port de Kalemie, étude de faisabilité pour la modernisation du port de Kalundu.

5) **Secteur maritime :** l'acquisition de navire pour les Lignes Maritimes Congolaises et le dragage du bief maritime.

2.2.7. Energie

La politique du Gouvernement dans le secteur de l'énergie vise d'améliorer l'accès de la population à l'électricité et à l'eau potable en milieux rural et urbain.

Pour la période 2020-2022, le Gouvernement entend mener des actions suivantes:

1) Sous-secteur de l'électricité

- Remise en état du « groupe n°1 » de Tshopo ;

DRAFT

- Révision du groupe thermique de la centrale de Mbujimayi et assainissement des réseaux de distribution associés ;
- Implantation d'un transformateur au répartiteur Centre à Likasi afin d'augmenter la desserte en électricité ;
- Réhabilitation de l'éclairage public des grandes artères de la ville de Kinshasa ;
- Electrification des poches noires par la mise en place des cabines, notamment à Nsele et Malweka ;
- Réhabilitation des réseaux de distribution de la ville de Moanda ;
- Construction des microcentrales électriques dans le Sud-Kivu;

2) Sous-secteur de l'eau

- Développement des infrastructures de production, de transport et de distribution ;
- Suivi et contrôle technique des activités de distribution d'eau potable ;
- Alimentation en eau potable des camps militaires de Kinshasa ;
- Alimentation en eau potable au Kongo-Central, Katanga, Tanganyika, Kasaï-Oriental, Kasaï Central, Maniema, l'ex Province Orientale, l'ex Province de Bandundu, Sud-Kivu ;
- Etude et réalisation des forages des puits et mini-réseaux de distribution d'eau potable ;
- Achèvement d'adduction d'eau dans le site de l'Université de Kinshasa.

2.2.8. Mines

Le Gouvernement a l'ambition de développer durablement le secteur des Mines et de le rendre plus compétitif. Ainsi, pour la période 2020-2022, la mise en œuvre des actions retenues dans la stratégie de ce secteur devra porter sur les priorités ci-après:

- la certification des réserves minières ;
- la création et opérationnalisation du Service Géologique National (SGN) ;
- la création de l'Inspection Générale des Mines ;
- la création des Ecoles de Gemmologie et de Taillure de diamant ;
- la vulgarisation du nouveau Code minier et la conclusion des contrats miniers gagnant-gagnant.

DRAFT

2.2.9. Industrie

Pour la période 2020-2022, la stratégie du secteur portera sur les axes suivants :

- le développement des infrastructures à même de soutenir l'industrialisation du pays ;
- l'aménagement des espaces industriels ;
- l'achèvement de la construction de l'incubateur pilote de petites et moyennes entreprises à Kinshasa.

2.2.10. Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat (FPMA)

Pour la période 2020-2022, le secteur de la FPMA envisage la poursuite de la mise en œuvre des principales actions suivantes :

- l'élaboration du Cadre National de Qualification et de Certification ;
- la réhabilitation de 68 écoles techniques et professionnelles ;
- la réhabilitation de 48 centres de formation ;
- la formation des inspecteurs formateurs à Kinshasa ;
- la formation des inspecteurs et des enseignants en provinces.

2.2.11. Fonction publique

Pour la période 2020-2022, ce secteur entend réaliser les actions suivantes dans le cadre de la réforme de l'Administration publique, notamment :

- la modernisation du cadre normatif de l'Administration Publique ;
- la rationalisation de la gestion des effectifs du personnel de l'Etat ;
- la sécurité sociale des agents et fonctionnaires (CNSSAP) ;
- la mise à la retraite et le rajeunissement du personnel de l'Etat ;
- l'assistance sociale des retraités et rentiers de l'Etat ;
- la construction du Campus de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Maluku ;
- la formation continue des agents de l'Administration Publique en vue du renforcement des capacités.

DRAFT

2.2.12. Défense et services de sécurité

a) Défense

La stratégie du secteur de la Défense porte sur la formation et l'entraînement, les équipements, les matériels et la maintenance ainsi que sur les infrastructures, les opérations et la gestion des ressources humaines.

Les actions à mener pour la période 2020-2022 s'inscrivent dans la poursuite de la mise en œuvre de celles déjà amorcées. Il s'agit de :

- la reddition, l'encadrement et l'insertion de groupes armés ;
- la formation, la spécialisation, le perfectionnement des officiers subalternes et supérieurs, la formation spécifique des FARDC au pays et à l'étranger;
- l'acquisition de matériels, de véhicules armés de combat, d'artillerie et réserve opérationnelle;
- le recrutement dans le civil pour les hommes de rang et candidats sous-officiers;
- la réhabilitation des centres d'instruction, d'entrainement et des écoles.

b) Police et services de sécurité

Le Gouvernement s'est fixé l'objectif de faire de la Police Nationale Congolaise une police professionnelle, capable de sécuriser la population et ses biens en toute efficacité, en mettant particulièrement l'accent sur l'éradication du banditisme urbain.

Pour la matérialisation de cet objectif, l'action du Gouvernement dans le secteur pour la période 2020-2022 s'appuiera principalement sur :

- le renforcement de la gestion des ressources humaines pour une police de proximité, en ce compris la mise à la retraite et le recrutement du personnel ;
- la formation et le renforcement des capacités dans divers domaines notamment la gestion des ressources humaines, le contrôle de la chaîne de paiement ;
- le fonctionnement de la Police pour assurer les différentes opérations ou activités tels que les ateliers, le contrôle, l'audit, le suivi et évaluation ;

DRAFT

- la construction et la réhabilitation des infrastructures de la police technique et scientifique, des unités spécialisées, des commissariats, des écoles et académies de Police ainsi que de directions centrales ;
- l'équipement et la maintenance en termes de tentes, de matériels didactiques et électroniques, d'équipements individuels et collectifs, d'aéronefs ainsi que de maintenance.

Concernant la Direction Générale de Migration (DGM), les principales actions à mener portent sur :

- l'amélioration des conditions sociales du personnel ;
- l'acquisition et la construction des bâtiments propres à la DGM ;
- l'identification et le contrôle de séjour des étrangers ainsi que le rapatriement des clandestins et irréguliers ;
- l'informatisation de la gestion des flux migratoires ;
- la construction des bâtiments de Directions provinciales pour les 26 provinces ;
- le déploiement du personnel de la DGM dans les représentations diplomatiques de la RDC.

2.2.13. Justice et pouvoir judiciaire

Le Gouvernement poursuit l'objectif de garantir les droits et libertés fondamentaux des citoyens ainsi que la redynamisation de l'appareil judiciaire et des autres structures. Ainsi, il entend mener les principales actions suivantes pour la période de 2020-2022 :

- la redynamisation de la formation du personnel judiciaire, administratif et celui des droits humains ;
- la construction du bâtiment du Secrétariat Général aux Droits Humains ;
- la construction des bâtiments pour les divisions provinciales de la Justice ;
- la construction des palais de Justice dans les chefs-lieux des provinces ;
- la construction des tribunaux de commerce dans les chefs-lieux des provinces ;
- la construction des tribunaux pour enfants dans les chefs-lieux des provinces ;

DRAFT

- la construction des prisons centrales à Matadi, Kisangani, Bukavu, Kindu et Goma ;
- la construction des prisons des territoires dans les chefs-lieux des provinces ;
- la réhabilitation des tribunaux de paix de Kinshasa et en provinces ;
- la réhabilitation des camps de détention de Luzumu, Belingo, Buluo, Ekafela et Luama.

2.2.10 Affaires étrangères

Au cours des trois prochaines années, soit de 2020 à 2022, le Gouvernement réitère ses objectifs d'assainissement et de redynamisation de la diplomatie congolaise et de la coopération à travers certaines actions phares ci-après :

- assainissement de la diplomatie par le rapatriement des diplomates rappelés et la fermeture de certaines ambassades ;
- amélioration des conditions sociales prenant en compte notamment les rémunérations des engagés locaux et le réajustement de la rémunération des diplomates;
- construction et réhabilitation des ambassades, réhabilitation et équipement du bâtiment central des Affaires Etrangères, contribution aux organismes internationaux.

DRAFT

III. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2020-2022

Ce point décline l'évolution des finances publiques sur la période 2020-2022.

3.1 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES

Comme le montre le tableau 2 ci-après, de 2020 à 2022, les dépenses totales s'élèveraient à **58.041,0 milliards de FC**, comprenant les dépenses du Pouvoir central de **48.742,0 milliards de FC**, soit **84%** des dépenses totales, celles des Provinces de l'ordre de **8.947,9 milliards de FC** et des ETD de **351,5 milliards de FC.**

Elles dégagent une moyenne de **19.347,1 milliards de FC** sur la période pour les trois niveaux de pouvoir.

Tableau 2 : Dépenses par niveau de pouvoir de 2020-2022

Niveau de pouvoir	2019	2020	2021	2022	Total (2020-2022)	Moyenne (2020-2022)
Pouvoir central	10 352 319 780 053	15 153 407 262 511	16 180 361 254 096	17 408 268 525 086	48 742 037 041 693	16 247 345 680 564
Provinces	2 459 567 418 057	2 771 381 537 049	2 970 921 007 716	3 205 623 767 326	8 947 926 312 091	2 982 642 104 030
ETD	96 609 997 550	108 857 826 600	116 695 590 115	125 914 541 734	351 467 958 449	117 155 986 150
Total	12 908 497 195 661	18 033 646 626 160	19 267 977 851 927	20 739 806 834 146	58 041 431 312 233	19 347 143 770 744

Source : Projections budgétaires 2020-2022, DPSB, Ministère du Budget, Juin 2019

3.1.1 Evolution des dépenses du pouvoir central

Les dépenses totales du pouvoir central pourront se situer à **48.742,0 milliards de FC** au cours de la période 2020-2022, à raison de **46.175,9 milliards de FC** du budget général, **581,4 milliards de FC** des budgets annexes et **1.984,7 milliards de FC** des comptes spéciaux, comme le montre le tableau 3 suivant.

DRAFT

Tableau 3 : Evolution des dépenses du pouvoir central de 2020 à 2022

Rubriques	Prévisions	Projections									Total (2020-2022)	Moyenne (2020-2022)
	2 019	2 020	% PIB	Taux Accr.	2 021	% PIB	Taux Accr.	2 022	% PIB	Taux Accr.		
BUDGET GENERAL	**9 604 890 657 737**	**14 358 638 948 400**	**14,6**	**49,5**	**15 328 369 621 368**	**13,8**	**6,8**	**16 488 969 553 373**	**13,1**	**7,6**	**46 175 978 123 141**	**15 391 992 707 714**
Dépenses courantes	**6 580 189 759 202**	**8 186 726 773 457**	**8,3**	**2,4**	**8 736 830 091 000**	**7,8**	**6,7**	**9 395 490 295 705**	**7,5**	**7,5**	**26 319 047 160 162**	**8 773 015 720 054**
Dette publique	352 996 408 000	483 997 170 000	**0,5**	**3,7**	539 392 832 746	**0,5**	**11,4**	591 990 146 686	**0,5**	**9,8**	**1 615 380 149 432**	**538 460 049 811**
Frais financiers	255 487 462 000	291 203 086 400	**0,3**	**1,4**	295 847 258 438	**0,3**	**1,6**	293 394 913 094	**0,2**	**- 0,8**	**880 445 257 932**	**293 481 752 644**
Dépenses de Personnel	3 565 373 073 267	3 815 236 330 846	**3,9**	**0,7**	4 120 791 409 113	**3,7**	**8,0**	4 427 874 262 772	**3,5**	**7,5**	**12 363 902 002 730**	**4 121 300 667 577**
Biens, matériels et prestations	1 194 095 600 575	2 112 707 206 822	**2,1**	**7,7**	2 227 641 914 528	**2,0**	**5,4**	2 366 715 456 451	**1,9**	**6,2**	**6 707 064 577 801**	**2 235 688 192 600**
Subventions et Transferts	1 212 237 215 360	1 483 582 979 389	**1,5**	**2,2**	1 553 156 676 175	**1,4**	**4,7**	1 715 515 516 702	**1,4**	**10,5**	**4 752 255 172 266**	**1 584 085 057 422**
Depenses en capital	**3 024 700 898 536**	**6 171 912 174 943**	**6,3**	**10,4**	**6 591 539 530 368**	**5,9**	**6,8**	**7 093 479 257 668**	**5,7**	**7,6**	**19 856 930 962 979**	**6 618 976 987 660**
Sur Ressources propres	**1 863 686 769 535**	**4 995 248 675 169**	**5,1**	**16,8**	**5 400 143 064 415**	**4,8**	**8,1**	**5 809 153 867 371**	**4,6**	**7,6**	**16 204 545 606 954**	**5 401 515 202 318**
Sur Ressources Extérieures	1 161 014 129 001	1 176 663 499 774	**1,2**	**0,1**	1 191 396 465 953	**1,1**	**1,3**	1 284 325 390 298	**1,0**	**7,8**	**3 652 385 356 025**	**1 217 461 785 342**
BUDGETS ANNEXES	**169 661 903 345**	**180 062 178 020**	**0,2**	**0,6**	**193 026 654 837**	**0,2**	**7,2**	**208 275 760 570**	**0,2**	**7,9**	**581 364 593 427**	**193 788 197 809**
COMPTES SPECIAUX	**577 767 218 971**	**614 706 136 092**	**0,6**	**0,6**	**658 964 977 890**	**0,6**	**7,2**	**711 023 211 143**	**0,6**	**7,9**	**1 984 694 325 125**	**661 564 775 042**
DEPENSES TOTALES	10 352 319 780 054	15 153 407 262 511	**15,4**	**4,6**	16 180 361 254 096	**14,5**	**6,8**	17 408 268 525 086	**13,9**	**7,6**	**48 742 037 041 693**	**16 247 345 680 564**

Source : Projections budgétaires 2020-2022, DPSB, Ministère du Budget, Juin 2019

Les dépenses du budget général comprennent les dépenses courantes et les dépenses en capital. Les dépenses courantes se situeraient à **8.773,0 milliards de FC** en moyenne au cours des trois prochaines années. D'une année à une autre, elles accuseraient une augmentation moyenne de **7,1%.**

Les dépenses en capital, quant à elles, se situeraient en moyenne à **6.619 milliards de FC** entre 2020-2022. Elles représentent **74,5%** des recettes courantes sur la période et **76%** en 2020. D'une année à une autre, elles accuseraient une augmentation moyenne de **7,2%.**

3.1.2 Evolution des dépenses des Provinces

Comme le montre le tableau 4 ci-après, les dépenses totales des Provinces sont projetées à **8.947,9 milliards de FC** au cours de la période de 2020 à 2022, à raison de **2.771,4 milliards de FC** en 2020, **2.920,9 milliards de FC** en 2021 et **3.205,6 milliards de FC** en 2022.

Les dépenses du budget général se situeraient à **8.859,2 milliards de FC** sur la période, soit une moyenne annuelle de **2.953,1 milliards de FC.** Elles sont constituées des dépenses courantes de **5.514,8 milliards de FC** et des dépenses en capital de **3.344,4 milliards de FC**, dégageant ainsi respectivement des moyennes annuelles de **1.838,3 milliards de FC et** de **1.114,8 milliards de FC.**

DRAFT

Tableau 4 : Evolution des dépenses des Provinces de 2020-2022

Rubriques	2019	Projections			Total (2020-2022)	Moyenne (2020-2022)
		2020	2021	2022		
BUDGET GENERAL	**2 435 177 624 477**	**2 743 899 702 998**	**2 941 460 481 614**	**3 173 835 859 661**	**8 859 196 044 273**	**2 953 065 348 091**
Dépenses courantes	**1 515 895 141 785**	**1 708 074 264 280**	**1 831 055 611 308**	**1 975 709 004 602**	**5 514 838 880 190**	**1 838 279 626 730**
Dette publique	85 274 537 519	96 085 302 287	103 003 444 052	111 140 716 132	310 229 462 471	103 409 820 824
Frais financiers	9 379 391 168	10 568 472 863	11 329 402 909	12 224 425 739	34 122 301 510	11 374 100 503
Dépenses de Personnel	637 332 195 275	718 130 621 663	769 836 026 423	830 653 072 511	2 318 619 720 597	772 873 240 199
Biens, matériels et prestations	229 303 419 358	258 373 589 651	276 976 488 106	298 857 630 666	834 207 708 422	278 069 236 141
Subventions et Transferts	554 605 598 465	624 916 277 816	669 910 249 819	722 833 159 555	2 017 659 687 190	672 553 229 063
Depenses en capital	**919 282 482 692**	**1 035 825 438 718**	**1 110 404 870 305**	**1 198 126 855 060**	**3 344 357 164 083**	**1 114 785 721 361**
Investissements sur Ressources propres	919 282 482 692	1 035 825 438 718	1 110 404 870 305	1 198 126 855 060	3 344 357 164 083	1 114 785 721 361
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-	-
BUDGETS ANNEXES	**24 389 793 580**	**27 481 834 051**	**29 460 526 103**	**31 787 907 665**	**88 730 267 818**	**29 576 755 939**
DEPENSES TOTALES	**2 459 567 418 057**	**2 771 381 537 049**	**2 970 921 007 716**	**3 205 623 767 326**	**8 947 926 312 091**	**2 982 642 104 030**

Source : Projections budgétaires 2020-2022, DPSB, Ministère du Budget, Juin 2019

3.1.3 Evolution des dépenses des ETD

Les dépenses courantes des ETD se situeraient à **68,8 milliards de FC** en 2020, **77,8 milliards de FC** en 2021 et **79,6 milliards de FC** en 2022, soit une moyenne annuelle de **74,1 milliards de FC** sur la période.

Quant aux dépenses en capital, elles s'élèveraient respectivement à **40,0 milliards de FC**, **42,9 milliards de FC** et **46,3 milliards de FC** pour les mêmes exercices budgétaires, soit une moyenne annuelle de **43,1 milliards de FC**.

Tableau 5: Evolution des dépenses des ETD par grande nature de 2020-2022

Rubriques	2019	Projections			Total (2020-2022)	Moyenne (2020-2022)
		2020	2021	2022		
Dépenses courantes	**61 078 601 515**	**68 821 902 301**	**73 777 079 266**	**79 605 468 528**	**222 204 450 096**	**74 068 150 032**
Dette publique	5 783 359 603	6 516 550 800	6 985 742 457	7 537 616 111	21 039 909 368	7 013 303 123
Frais financiers	362 524 978	408 484 445	437 895 325	472 489 056	1 318 868 826	439 622 942
Dépenses de Personnel	24 633 671 437	27 756 629 767	29 755 107 110	32 105 760 572	89 617 497 449	29 872 499 150
Biens, matériels et prestations	8 862 858 543	9 986 456 298	10 705 481 151	11 551 214 162	32 243 151 612	10 747 717 204
Subventions et Transferts	21 436 186 954	24 153 780 991	25 892 853 223	27 938 388 627	77 985 022 841	25 995 007 614
Depenses en capital	**35 531 396 035**	**40 035 924 299**	**42 918 510 849**	**46 309 073 206**	**129 263 508 353**	**43 087 836 118**
Investissements sur Ressources propres	35 531 396 035	40 035 924 299	42 918 510 849	46 309 073 206	129 263 508 353	43 087 836 118
Investissements sur Ressources Extérieures	-	-	-	-	-	-
Depenses totales	**96 609 997 550**	**108 857 826 600**	**116 695 590 115**	**125 914 541 734**	**351 467 958 449**	**117 155 986 150**

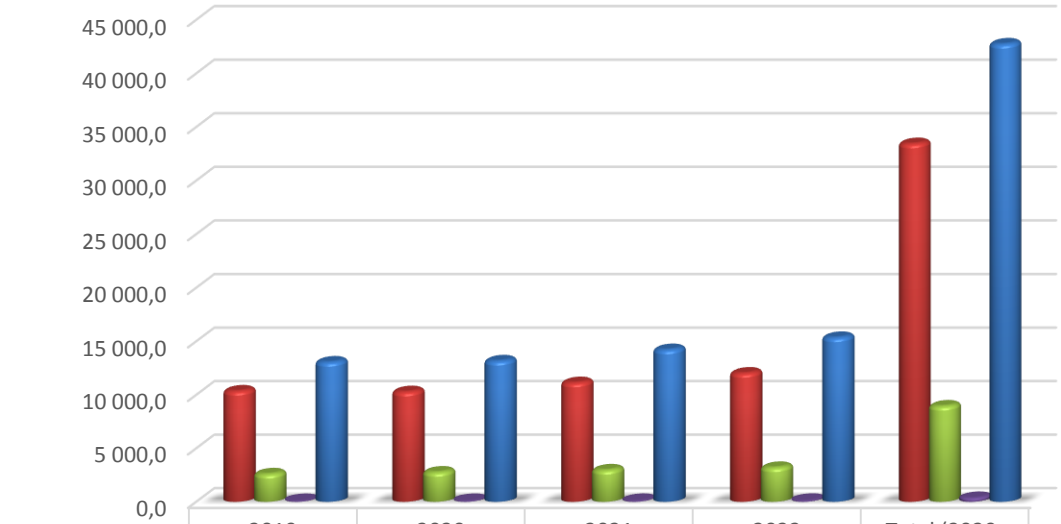
Source : Projections budgétaires 2020-2022, DPSB, Ministère du Budget, Juin 2019

DRAFT

3.2 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES RECETTES

Les recettes publiques à mobiliser au cours de la période 2020-2022 pour couvrir l'ensemble des dépenses de l'Etat de la même période se situeraient à **42.738,5 milliards de FC**, à raison de **33.439,1 milliards de FC** pour le Pouvoir central, **8.947,9 milliards de FC** pour les Provinces et **351,5 milliards de FC** pour les ETD.

Graphique 1 : Evolution de recettes par niveau de pouvoir de 2020 à 2022 (en milliards de FC)



	2019	2020	2021	2022	Total (2020-2022)
Pouvoir central	10 352,3	10 284,8	11 130,5	12 023,8	33 439,1
Provinces	2 604,7	2 771,4	2 970,9	3 205,6	8 947,9
ETD	102,3	108,9	116,7	125,9	351,5
Total	13 059,3	13 165,0	14 218,1	15 355,4	42 738,5

3.2.1. Evolution des recettes du Pouvoir central

Au cours de la période de 2020 à 2022, les recettes du pouvoir central seraient constituées de **30.879,3 milliards de FC** au titre de budget général, **579,0 milliards de FC** de budgets annexes et de **1.980,8 milliards de FC** des comptes spéciaux.

Les recettes courantes se situeraient en moyenne à **8.884,6milliards de FC** entre 2020 et 2022. Elles augmenteraient en moyenne de **8,6%** d'une année à l'autre et représenteraient **8%** du PIB nominal au cours de la période sus indiquée.

Tableau 6 : Evolution des recettes du Pouvoir central de 2020 à 2022

Agregats	2019	Projections			Total (2020-2022)
		2020	2021	2022	
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	9 604,9	9 491,2	10 280,5	11 107,6	30 879,3
Recettes courantes (en milliards de FC)	8 293,9	8 145,9	8 899,1	9 608,8	26 653,8
Douanes et accises	2 645,4	2 374,0	2 732,7	3 017,2	8 123,9
Impôts	4 172,6	4 337,4	4 576,1	4 826,2	13 739,7
Non fiscales	1 475,9	1 434,5	1 590,3	1 765,4	4 790,2
Recettes extérieures (en milliards de FC)	1 161,0	1 176,7	1 191,4	1 284,3	3 652,4
Recettes exceptionnelles (en milliards de FC)	150,0	168,6	190,0	214,5	573,1
PIB nominal (en milliards de FC)	96 687,8	97 632,3	110 429,8	125 137,4	333 199,5
Pression fiscale (%)	8,6	8,3	8,1	7,7	-
Ratio recettes courantes/ Recettes du BG (%)	86,4	85,8	86,6	86,5	-
Ratio recettes extérieures/ Recettes du BG (%)	12,1	12,4	11,6	11,6	-
Recettes des Budgets annexes	169,7	179,5	192,2	207,2	579,0
Recettes des Comptes spéciaux	577,8	614,1	657,7	709,0	1 980,8
Total	**10 352,3**	**10 284,8**	**11 130,5**	**12 023,8**	**33 439,1**

3.2.2 Evolution des recettes des Provinces

Au cours de la période 2020-2022, les recettes du budget général des Provinces se situeraient à **8.859,2 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **2.953,1 milliards de FC**, provenant des recettes à caractère national, des recettes d'intérêt commun et des recettes spécifiques. Les recettes des budgets annexes atteindraient une moyenne de **29,6 milliards de FC** sur la période.

Tableau 7 : Evolution des recettes des Provinces de 2020 à 2022

Agregats	2019	Projections			Total (2020-2022)	Moyenne (2020-2022)
		2020	2021	2022		
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	**2 537 354 900 668**	**2 743 899 702 997**	**2 941 460 481 613**	**3 173 835 859 661**	**8 859 196 044 271**	**2 953 065 348 090**
Recettes spécifiques (en milliards de FC)	539 865 370 747	574 416 754 475	615 774 760 797	664 420 966 900	1 854 612 482 172	618 204 160 724
Recettes d'intérêt commun (en milliards de FC)	1 294 130 145 976	1 376 954 475 318	1 476 095 197 541	1 592 706 718 147	4 445 756 391 006	1 481 918 797 002
Recettes exceptionelles (en milliards de FC)	703 359 383 945	792 528 473 204	849 590 523 275	916 708 174 614	2 558 827 171 093	852 942 390 364
Recettes des Budgets annexes	**25 828 791 401**	**27 481 834 051**	**29 460 526 103**	**31 787 907 665**	**88 730 267 818**	**29 576 755 939**
Totales	**2 563 183 692 069**	**2 771 381 537 048**	**2 970 921 007 716**	**3 205 623 767 325**	**8 947 926 312 090**	**2 982 642 104 030**

DRAFT

3.2.3 Trajectoire des recettes des ETD

Au cours de la période 2020-2022, comme l'indique le tableau 8 ci-dessous, les recettes spécifiques des ETD se situeraient à **351,5 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **117,2 milliards de FC**.

Tableau 8 : Evolution des recettes des ETD de 2020 à 2022

Agregats	2019	Projections						Total	Moyenne
		2020	Tx. acc.	2021	Tx. acc.	2022	Tx. Acc.	(2020-2022)	(2020-2022)
Recettes spécifiques (en milliards de FC)	96,6	108,9	12,7	116,7	7,2	125,9	7,9	351,5	117,2
PIB (en milliards de FC)	96 687,8	97 632,3	1,0	110 429,8	13,1	125 137,4	13,3	333 199,5	111 066,5

3.3 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL 2020-2022

Le CDMT central repris en annexe du présent document concerne uniquement le Pouvoir central. Pour la période 2020-2022, il effectue l'allocation des ressources aux secteurs sous réserve du financement des gaps dégagés, tels que repris au point 4 ci-après.

DRAFT

IV. EVOLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT

L'évolution des recettes et des dépenses de 2020 à 2022 dégage un solde global négatif de **15.302,9 milliards de FC** imputable au Pouvoir central, à raison de **4.868,3 milliards** en 2020**, 5.049,9 milliards de FC** en 2021 et **5.384,9 milliards de FC** en 2022, tel que repris au tableau 9 suivant.

Ces niveaux de solde représentent respectivement **4,9%, 4,5%** et **4,2%** du PIB et **59,8%, 44,8%** et **42,8%** des recettes courantes respectivement en 2020, 2021 et 2022.

Tableau 9 : Evolution du solde et de l'endettement de 2020 à 2022

Agrégats	2020	2021	2022	Total	Moyenne
DEPENSES TOTALES	**18 033 646 626 160**	**19 267 977 851 927**	**20 739 806 834 146**	**58 041 431 312 233**	**19 347 143 770 744**
Pouvoir central	**15 153 407 262 511**	**16 180 361 254 096**	**17 408 268 525 086**	**48 742 037 041 693**	**16 247 345 680 564**
Budget général	14 358 638 948 400	15 328 369 621 368	16 488 969 553 373	46 175 978 123 141	15 391 992 707 714
Budgets annexes	180 062 178 020	193 026 654 837	208 275 760 570	581 364 593 427	193 788 197 809
Comptes spéciaux	614 706 136 092	658 964 977 891	711 023 211 143	1 984 694 325 126	661 564 775 042
Provinces	**2 771 381 537 049**	**2 970 921 007 716**	**3 205 623 767 326**	**8 947 926 312 091**	**2 982 642 104 030**
ETD	**108 857 826 600**	**116 695 590 115**	**125 914 541 734**	**351 467 958 449**	**117 155 986 150**
RECETTES TOTALES	**13 165 008 600 900**	**14 218 073 243 422**	**15 355 387 156 171**	**42 738 469 000 493**	**14 246 156 333 498**
Pouvoir central	**10 284 769 237 251**	**11 130 456 645 591**	**12 023 848 847 112**	**33 439 074 729 955**	**11 146 358 243 318**
Budget général	9 491 177 712 012	10 280 520 122 060	11 107 617 274 745	30 879 315 108 818	10 293 105 036 273
Recettes courantes	8 145 914 212 238	8 899 111 456 107	9 608 768 110 648	26 653 793 778 993	8 884 597 926 331
Recettes exceptionnelles	168 600 000 000	190 012 200 000	214 523 773 800	573 135 973 800	191 045 324 600
Recettes extérieures	1 176 663 499 774	*1 191 396 465 953*	*1 284 325 390 297*	3 652 385 356 025	1 217 461 785 342
Budgets annexes	179 502 293 739	192 246 956 594	207 242 219 209	578 991 469 542	192 997 156 514
Comptes spéciaux	614 089 231 500	657 689 566 937	708 989 353 158	1 980 768 151 594	660 256 050 531
Provinces	2 771 381 537 048	2 970 921 007 716	3 205 623 767 325	8 947 926 312 090	2 982 642 104 030
ETD	108 857 826 600	116 695 590 115	125 914 541 734	351 467 958 449	117 155 986 150
Solde global	**-4 868 638 025 260**	**-5 049 904 608 505**	**-5 384 419 677 975**	**-15 302 962 311 740**	**-5 100 987 437 247**
Solde Pouvoir central	**-4 868 638 025 260**	**-5 049 904 608 505**	**-5 384 419 677 975**	**-15 302 962 311 740**	**-5 100 987 437 247**
Solde Provinces	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Solde ETD	**0**	**0**	**0**	**0**	**-**
Ratio solde PC/Recettes courantes (%)	**-59,8**	**-56,7**	**-56,0**	**-172,6**	**-86,3**
Ratio solde PC/PIB (%)	**-5,0**	**-5,1**	**-5,5**	**-**	
Endettement	**-4 868 638 025 260**	**-5 049 904 608 505**	**-5 384 419 677 975**	**-15 302 962 311 739**	**-5 100 987 437 247**

Comme on peut le constater, ces soldes déficitaires se situent au-delà du seuil préconisé par les critères de convergence macroéconomique de la SADC (**3%** du PIB). Le financement de ces déficits devrait être assuré notamment par les promesses d'appuis budgétaires reçues des partenaires au développement de la RDC pour couvrir les projets des secteurs sociaux.

V. RISQUES ET CONTRAINTES

La bonne mise en œuvre de la programmation budgétaire des politiques publiques prévues par le Gouvernement pour la période 2020-2022 est fonction de certains facteurs externes et internes. Il s'agit :

1. Sur le plan externe,

- Du maintien de la bonne tenue des cours des matières premières et des produits pétroliers, au risque de dés sous-tendant le CBMT en cas de baisse, et d'occasionner en conséquence la diminution du niveau de recettes et de dépenses attendues sur la période;
- du respect, par les partenaires au développement qui se sont déjà prononcés, de leurs engagements en termes de dons ;
- des conditions d'emprunt favorables sur le marché financier international susceptibles d'encourager la levée de fonds pour le financement des gaps dégagés.

2. Sur le plan interne,

- de l'impératif de la mise en œuvre effective des mesures fiscales définies sur la période et la recherche de nouvelles pistes devant permettre la maximisation accrue de recettes;
- de la bonne gouvernance financière pour créer les conditions favorables dans la mise en œuvre des budgets ;
- d'un climat politique et économique favorable devant encourager la levée de fonds par le Gouvernement.

DRAFT

CONCLUSION

Le cadre budgétaire 2020-2022 ainsi défini reflète l'activité économique du pays traduite dans le cadrage macroéconomique de la même période, les objectifs de politiques publiques définies par le Président de la République et par les sectoriels.

L'évolution de dépenses et de recettes dégage des soldes déficitaires sur la période qui traduisent la volonté du Président de la République et du Gouvernement de financer les dépenses des secteurs productifs, en vue de booster la croissance. Ainsi, leurs financement nécessite l'implication de toutes les parties prenantes, gage d'avoir un budget 2020 qui réponde aux attentes des populations.

DRAFT